

Casablanca, le 31 janvier 2017

## **Atelier « Quelle gouvernance inclusive et durable pour l'aire métropolitaine de Casablanca ? »**

Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme-Pays conclu entre le Gouvernement du Maroc et l'Organisation de Coopération et de Développement Economique OCDE, notamment le volet se rapportant au dialogue à mener sur les politiques de développement territorial, le Ministère de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire a organisé, le mardi 31 janvier 2017, un atelier sous le thème « Quelle gouvernance inclusive et durable pour l'aire métropolitaine de Casablanca ? », au siège de la Wilaya de la Région Casablanca-Settat.

L'objectif escompté de ce dialogue sur les politiques territoriales consistait à partager les meilleures pratiques de gouvernance des aires métropolitaines et à identifier des logiques d'interventions partagées, innovantes et prospectives en faveur d'un développement métropolitain résilient, inclusif et durable, et ce, en s'appuyant sur les expériences menées par les pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique OCDE.

Il s'agissait à travers ce dialogue de comprendre le cadre et les mécanismes de gouvernance métropolitaine, les bonnes pratiques ainsi que les améliorations à apporter pour répondre à l'ensemble des défis en termes, notamment, de développement urbain, de croissance économique, de disparités sociales, de mobilité urbaine, d'enjeux climatiques, de dégager des approches adaptées aux dynamiques et politiques publiques engagées.

Cet événement stratégique qui a réuni un large panel d'experts des pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique OCDE (France, Corée du Sud, Chili, Colombie, Allemagne, etc.) et l'ensemble des acteurs et parties prenantes (départements ministériels, collectivités territoriales, professionnels, acteurs économiques, opérateurs, universitaires...) était l'occasion de débattre de la question des biens communs métropolitains, de la gouvernance métropolitaine pour les politiques sectorielles clé (mobilité, logement, développement économique, environnement, culture et politiques sociales) et des outils institutionnels et financiers permettant de mettre en place une gouvernance métropolitaine efficace et durable à Casablanca.